

CONVENTION DE TRANSFERT

[numéro d'identification de la convention]

L'Union européenne, représentée par la Commission de l'Union européenne (ci-après dénommée «la Commission»),

d'une part,

et

[nom du donateur¹] (ci-après dénommé «le donateur»),

d'autre part,

sont convenus de ce qui suit:

Article premier – Objet

- 1(1) Le donateur accorde à la Commission une contribution totale de *[montant]* qui sera gérée par la Commission au nom du donateur aux fins du cofinancement de l'action intitulée *[intitulé du projet/programme]*, décrite à l'annexe I, ci-après dénommée «l'Action».
- 1(2) Le donateur décaisse sa contribution [**première option:** *en un versement unique / deuxième option: en plusieurs tranches, conformément à l'article 2(5) de la présente convention. Le calendrier indicatif du versement des tranches est le suivant: <indiquer le calendrier et les montants>].*

Article 2 – Procédures

- 2(1) Le donateur transfère la contribution selon les modalités et conditions énoncées dans la présente convention et ses annexes.
- 2(2) La Commission est investie de la responsabilité de gérer ces contributions dans le cadre de l'action, conformément aux procédures applicables au *[Fonds européen de développement (FED)/budget général de l'Union européenne]*.
- 2(3) Les contributions sont transférées, dans le mois qui suit la réception d'une note de débit émise par la Commission, sur le compte bancaire indiqué dans ladite note, avec une communication précisant l'intitulé de l'action ciblée, ainsi que toute autre référence budgétaire demandée par la Commission dans la note de débit. Ces contributions peuvent également couvrir les frais de suivi/d'évaluation/d'audit de l'action en cause.

¹ Conformément à l'article 18, paragraphe 1, point aa), du règlement financier (budget) et à l'article 9, paragraphe 2, du règlement sur la mise en œuvre du 10^e FED, le «pays donateur» peut être un État membre de l'UE ou tout autre pays donateur, y compris, dans les deux cas, leurs agences publiques et parapubliques, ou une organisation internationale au sens de l'article 43 des modalités d'exécution.

- 2(4) Une partie [*<indiquer le pourcentage^{2>}*] du montant visé à l'article 1^{er} est attribuée à la Commission pour couvrir les frais administratifs généraux occasionnés par la gestion de la contribution.
- 2(5) Si le versement est effectué en plusieurs tranches, la Commission demandera une contribution annuelle, conformément à l'article 2(3), sur la base des besoins de trésorerie prévisionnels de l'action. La contribution sera engagée au cours du même exercice budgétaire pour financer l'action.
- 2(6) Les éventuels intérêts courus seront réputés faire partie de la contribution elle-même. Les parties conviennent dès lors qu'aucun intérêt ne sera remboursé au donateur.
- 2(7) En cas de circonstances exceptionnelles (tel que la non exécution ou l'achèvement de l'action avant l'expiration des délais prévus), le solde de la contribution reçue du donateur, et non engagé au cours de la mise en œuvre de l'action, est remboursé au donateur, conformément aux dispositions applicables du [*règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes³/règlement financier applicable au 10^e FED⁴*].

Article 3 – Comptabilité et vérifications [*visibilité et rapports*]

- 3(1) La Commission tient des relevés et des comptes précis et systématiques relatifs à la mise en œuvre de l'action qui est cofinancée par la contribution reçue du donateur.

La contribution reçue du donateur fait l'objet des procédures d'audit interne et externe prévues dans le règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes et dans le règlement financier applicable au 10^e FED.

- 3(2) La Commission assure la visibilité de la contribution du donateur.
- 3(3) **Facultatif** La Commission transmet au donateur chaque [*indiquer la fréquence des rapports*] [*indiquer le nombre d'exemplaires*] exemplaires de [*indiquer le type des rapports à présenter*].

Article 4 – Modification de la convention

La présente convention, y compris ses annexes, ne peut être modifiée que par accord écrit entre la Commission et le donateur.

Article 5 – Droit applicable – compétence juridictionnelle

- 5(1) La contribution est régie par les dispositions de la présente convention, les dispositions applicables du droit de l'Union européenne et, à titre subsidiaire, par la législation belge.

² Le pourcentage à appliquer par la Commission est en moyenne de 4 %. Ce pourcentage peut cependant être dépassé dans des cas dûment justifiés, si la nature spécifique de l'action à mettre en œuvre le justifie.

³ Règlement (CE) n° 1605/2002 du 16 juin 2002, applicable au budget général des Communautés européennes, tel que modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1995/2006 du 13 décembre 2006

⁴ Règlement (CE) n° 215/2008 du 18 février 2008, applicable au 10^e Fonds européen de développement

- 5(2) La Commission et le donateur se concertent à la demande d'une des parties en cas de litige concernant l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention, y compris en ce qui concerne l'existence, la validité ou la résiliation de celle-ci. En cas d'échec du règlement à l'amiable, chacune des parties peut saisir le Tribunal de première instance de l'Union européenne et, en cas d'appel, la Cour de justice de l'Union européenne.
- 5(3) Aucune disposition de la présente convention ne peut être interprétée comme une dérogation aux privilèges ou immunités accordés à l'une ou l'autre des parties à la présente convention par ses statuts ou par le droit international.

Article 6 – Adresses de contact

Toute communication relative à la présente convention et toute correspondance de toute autre nature doivent revêtir la forme écrite et être envoyées aux adresses suivantes:

Commission européenne

DG [...]

À l'attention de l'unité:

[unité opérationnelle]

Des copies de tout document de nature financière doivent également être adressées à la:

Commission européenne

DG [...]

À l'attention de l'unité:

[unité Questions financières et contractuelles/unité Programmation et affaires budgétaires]

Pour le [donateur]:

À l'attention de:

[à désigner par le donateur]

[Article 7 – Annexes]

Les documents suivants sont annexés à la présente convention, dont ils font partie intégrante:

Annexe 1 Description de l'action

Annexe 2 Budget

Article 8 – Entrée en vigueur

La présente convention entre en vigueur à la date où chacune des deux conditions suivantes est remplie:

- signature de la présente convention par les deux parties;
- obtention de la décision de financement correspondante de la Commission.

Fait à [Bruxelles] en trois originaux en langue anglaise, dont deux remis à la Commission et un au donateur.

Par [le donateur]

Nom

Qualité

Signature

Date

Par la Commission

Nom

Qualité

Signature

Date